

Débat sur l'AVS : les langues se délient, les avis divergent

Autor(en): **Klein, Sylviane**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Femmes suisses et le Mouvement féministe : organe officiel des informations de l'Alliance de Sociétés Féminines Suisses**

Band (Jahr): **83 (1995)**

Heft 4

PDF erstellt am: **19.09.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-280658>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Débat sur l'AVS

Les langues se délient, les avis divergent

Tour d'horizon des diverses prises de position parvenues ce jour à la rédaction de Femmes suisses.

Le 25 juin prochain, le peuple choisira l'entrée en vigueur de la 10^e révision de l'AVS ou balancera le tout aux orties. Les majorités bourgeoises approuveront sans aucun doute la révision, n'hésitant pas à la qualifier de «plus grande réforme de l'histoire suisse des assurances sociales» (communiqué de la Société pour le développement de l'économie suisse). La gauche est divisée. Quoique farouchement et unanimement opposée à l'augmentation de l'âge de la retraite, les avis divergent sur la stratégie à adopter. Le Parti socialiste suisse a organisé un vote général de sa base sur le mot d'ordre à donner. Les militants avaient jusqu'au 4 avril pour se prononcer. L'issue du scrutin va tomber incessamment. Il pourrait donner une idée de ce que sera le résultat des votations du 25 juin.

L'Alliance de sociétés féminines suisses a lancé une vaste enquête auprès de ses membres. Les organisations féminines n'ont pas toutes répondu (respectivement 16% et 7% des associations A et B, et 41% des centres de liaison). De plus, la participation des membres individuelles ayant été faible (12%), il est difficile de savoir si les résultats sont représentatifs de l'ensemble des membres de l'Alliance et, par conséquent, de la position des Suissesses en général. Il est toutefois intéressant de constater qu'un peu plus de la moitié des associations acceptent l'élévation progressive de l'âge de la retraite alors que des tierces personnes (en majorité des femmes indépendantes) se disent opposées. Une grande majorité des réponses affirment vouloir l'égalité absolue de l'âge de la retraite, mais les limites diffèrent considérablement d'un groupe à l'autre. Une majorité souhaiterait la possibilité d'une retraite flexible. Quant aux réponses des membres individuelles, trois quarts des voix laissent apparaître une approbation nette de la 10^e révision tout en ayant préféré que le paquet soit divisé en deux parties.

Indépendamment de cette enquête, diverses associations de femmes ont déjà pris position sur la 10^e révision. Ainsi la Fédération suisse des femmes protestantes reconnaît qu'il est injuste de faire payer aux femmes salariées les coûts supplémentaires de la 10^e révision: «Les femmes restent défavorisées sur le plan professionnel. Elles n'ont pas les mêmes possibilités de formation, ni les mêmes chances de faire carrière. A travail égal, elles restent souvent moins payées et ont, par conséquent des rentes inférieures.» La FSFP, cependant, soutiendra la 10^e révision de l'AVS, estimant d'une

part que le splitting et le bonus éducatif sont trop importants pour y renoncer, d'autre part que le problème de l'âge sera à nouveau discuté dans le cadre de la 11^e révision. Elle soutient en outre l'initiative de l'Association des employé-e-s de commerce qui prévoit la possibilité de toucher une retraite à partir de 62 ans. Ruth Dreifuss s'est elle-même clairement exprimée en faveur de la révision.

Position dure

Les femmes de la Confédération des syndicats chrétiens, celles de l'Union syndicale suisse et du Parti socialiste suisse, la communauté des femmes indépendantes (AUF), l'Organisation pour la cause des femmes (OFRA), les listes féminines indépendantes et les femmes syndicalistes en général, se sont prononcées contre la 10^e révision de l'AVS. Elles estiment que les mesures favorables aux femmes pourront être réintroduites par l'initiative dite de sauvetage qu'elles comptent bien faire aboutir avant la votation du 25 juin.

Selon l'ancienne présidente du Conseil national Gret Haller qui appelle à voter oui: «Il n'y a aucune divergence entre le PS et les syndicats dans l'évaluation du contenu, très positif, de la 10^e révision. Seules des considérations d'ordre tactique nous séparent». Christiane Brunner avance un avis

moins nuancé: «Nous ne pouvons pas être opposées au relèvement de l'âge et l'accepter implicitement en disant oui à la révision. Les astuces stratégiques sont des exercices réservés aux initié-e-s de la politique, mais elles ne sont pas comprises par les citoyens et les citoyennes ordinaires. Nous devons dire non à la 10^e révision de l'AVS et signaler notre ferme volonté d'en sauvegarder les acquis positifs par l'initiative de sauvetage».

Reste encore l'initiative «Pour l'extension de l'AVS-AI» déjà déposée par l'USS et le PSS, et qui pourrait être soumise au peuple en même temps que la votation sur la 10^e révision de l'AVS. Mais là commence un autre débat.

Sylviane Klein

Rendons à César...

En nous écrivant leurs réactions face au référendum, Nina Belfouzi, Béatrice Benzonelli, Michela Bovolenta, Claudia De Gasparo, Suzanne Peters, Magdalena Rosendé et Cinzia Schenini avaient omis de mentionner le nom de l'organisation à laquelle elles appartiennent. Nous les avons fait apparaître cavalièrement sous le nom du Comité du 14 juin. En réalité, elles appartiennent à la Commission Femmes de SolidaritéS.

Femmes suisses

En collaboration avec l'OFRA suisse, et les revues Olympe et Emanzipation

organise une journée de réflexion sur le thème

10^e révision de l'AVS Quelle réponse féministe à la gifle du Parlement?

Samedi 13 mai 1995 de 13h45 à 17h00 à la Länggass-Treff de Bern (Lerchenweg 33, bus 12, arrêt Mittelstrasse)

Une occasion de s'informer, mais aussi l'occasion de confronter en toute objectivité nos divers points de vue, entre Suisses romandes et Suisses alémaniques, entre celles qui sont contre et celles qui sont pour la 10^e révision de l'AVS. Langue française et allemande (traduction simultanée).

Avec la participation de:

Claudia Kaufmann, juriste.

Jacqueline Berenstein-Wavre, ancienne présidente du Grand Conseil genevois.

Mascha Madörin, économiste, membre du Frauenrat für Aussenpolitik.

Bettina Kurz, secrétaire à la condition féminine du SSP.

Eva Ecoffey, secrétaire syndicale FTMH.

Débat animé par Martine Chaponnière.